

AFFAIRES INDIENNES

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE ET LA RECHERCHE DE DÉBOUCHÉS POUR LES INDIENS ET LES MÉTIS

M. Frank Howard (Skeena): Je voudrais adresser une question au ministre de l'Expansion économique régionale. Quand sera-t-il en mesure de faire une déclaration sur les projets de son ministère en vue de trouver des débouchés économiques pour les Indiens et les Métis?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Bientôt j'espère, monsieur l'Orateur.

M. Howard (Skeena): Nous entendons cela depuis plusieurs mois. Le ministre pourrait-il du moins faire cette déclaration avant le congé d'été?

L'hon. M. Marchand: J'essaierai, monsieur l'Orateur.

LES RESSOURCES EN EAU

LE RENVOI DU BILL À LA COUR SUPRÊME DU CANADA

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Ma question s'adresse au ministre de la Justice. Étant donné qu'on a déposé sur le bureau de l'Assemblée législative de l'Ontario l'avis juridique du procureur général de la province d'après lequel le projet de loi sur les ressources en eau du Canada serait inconstitutionnel, le gouvernement compte-t-il envoyer le bill à la Cour suprême du Canada avant son adoption définitive?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Non, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Le député d'Halifax-East Hants a la parole.

M. McCleave: Monsieur l'Orateur, ma question...

M. l'Orateur: A l'ordre. Que le député m'excuse, j'arrive à lui dans un moment. Le député de Parry Sound-Muskoka a la parole pour une question supplémentaire.

M. Aiken: Le ministre de la Justice examinera-t-il le bill pour voir s'il ne requiert pas d'autres amendements avant son adoption finale par la Chambre?

L'hon. M. Turner: Je ne manquerai certainement pas de lire l'opinion déposée à l'Assemblée législative de l'Ontario.

LA CONSOMMATION

LES CARTES DE CRÉDIT NON SOLLICITÉES—LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Étant donné que le gouvernement américain est sur le point d'adopter une loi visant à empêcher certaines sociétés de fabrication de produits de consommation, de même que certaines banques, d'expédier des cartes de crédit non sollicitées par les consommateurs, l'honorable ministre est-il d'avis qu'il est possible pour le gouvernement canadien d'adopter une semblable mesure?

[Traduction]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Je devrai me renseigner, monsieur l'Orateur, mais il y a une différence de juridiction ici, je crois. Au Canada, cela devrait se faire par les provinces. Ce n'est pas là une opinion juridique.

LES PÊCHES

LA MISE À TERRE DES HOMARDS PRIS AU LARGE DES CÔTES CANADIENNES—L'ÉTUDE ET SON ANALYSE

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Ma question s'adresse au ministre des Pêches. Vu la controverse sur les modifications à la loi sur les pêcheries qui permettraient la mise à terre au Canada des gros homards pris au large de nos côtes, le ministre ferait-il à l'appel des motions l'analyse de l'étude qui a conduit à cette décision, et déposerait-il en même temps l'étude en question?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et Forêts): Monsieur l'Orateur, nous serons heureux de mettre ces renseignements à la disposition de la Chambre.

[Plus tard]

M. Comeau: Une question supplémentaire. Je ne sais si le ministre a compris ce que j'ai demandé. Va-t-il faire une déclaration à l'appel des motions? Sinon, va-t-il nous communiquer ces renseignements? Est-il disposé à faire une déclaration et à déposer ce rapport?

L'hon. M. Davis: Je ne suis pas disposé à faire une déclaration à l'appel des motions. Si le député veut des renseignements, je les lui donnerai volontiers à titre personnel.